

ÉTAT D'URGENCE SUR LES LIBERTÉS

Jean-Philippe Derosier

07/04/2020

Le constitutionnaliste Jean-Philippe Derosier, professeur de droit public à l'université de Lille, auteur du blog La Constitution décodée, rappelle dans sa contribution d'une série réalisée en partenariat avec L'Hétairie que, dans la crise sanitaire que nous traversons, le respect de la Constitution est primordial afin qu'aucun régime d'exception ne place nos libertés elles-mêmes en état d'urgence.

Que sommes-nous encore prêts à accepter face à la crise sanitaire que nous traversons ?

Confinement, interdiction de réunion, fermetures d'établissements recevant du public, modifications des congés payés, travail le dimanche, suspension de services publics essentiels, etc. Toutes ces mesures ont été décrétées sans pratiquement aucun débat démocratique. Soit il fut tronqué, le Parlement devant travailler dans l'urgence, vite et mal, soit il n'eut pas lieu du tout, la mesure étant issue d'une décision de l'exécutif.

Décrétées, elles peuvent toutefois faire l'objet de contestation. On devrait alors pouvoir compter sur l'ultime rempart qu'est le juge. En particulier lorsqu'il est porté atteinte à la liberté individuelle.

Tel est le cas de [l'ordonnance de la ministre de la Justice du 25 mars 2020, relative à la procédure pénale](#). Son [article 16](#) prolonge de plein droit la durée de la détention provisoire de deux ou trois mois en matière correctionnelle et de six mois en matière criminelle, sans la moindre intervention d'un juge.

Rappelons que la détention provisoire concerne des prévenus au cours de la phase d'instruction ou avant l'audience, donc avant toute condamnation : elle concerne ainsi des personnes présumées innocentes. Le placement et toute prolongation sont subordonnés à la décision d'un juge, afin de respecter l'article 66 de la Constitution.

La crise sanitaire que nous traversons impose d'agir, mais elle ne justifie pas d'agir n'importe comment

C'est afin de faire respecter cette garantie qu'un recours en référé-liberté avait été introduit

devant le Conseil d'État, la semaine dernière. Il a été rejeté par une « ordonnance de tri », sans audience ni instruction contradictoire, en retenant que la requête ne portait manifestement pas une atteinte grave et illégale à une liberté fondamentale.

La raison est simple : c'est la loi d'habilitation, en son **article 11**, non l'ordonnance qui porte cette atteinte et c'est donc celle-là qu'il faut contester, non celle-ci, par la voie d'une question prioritaire de constitutionnalité.

Le mode de rejet interpelle néanmoins, car il laisse croire que l'ultime rempart que constitue le Conseil d'État face aux excès du gouvernement s'efface totalement, confortant une situation déjà alarmante concernant le fonctionnement actuel du Parlement.

Ce dernier continue certes de fonctionner, mais dans des conditions peu idéales : une trentaine de parlementaires en séance, une fois par semaine, pour les questions d'actualité. **Pas davantage**. Un suivi des mesures prises par le gouvernement dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire est organisé, tant à l'Assemblée nationale qu'au sein de plusieurs commissions sénatoriales, mais, là encore, dans des conditions déplorables, **par des auditions en visioconférence** qui n'ont d'autres conséquences que d'informer, plutôt que de contrôler.

Notre démocratie ne peut se contenter de fonctionner dans de telles conditions. La crise sanitaire que nous traversons impose d'agir, mais elle ne justifie pas d'agir n'importe comment. Le respect de la Constitution est primordial, surtout en période de crise. Le Parlement, le juge et, à défaut, le peuple doivent le rappeler sans cesse et sans crainte.

La Hongrie a été interpellée **par la Commission européenne**, elle-même soutenue par de nombreux États (dont la Hongrie, d'ailleurs – cherchez l'erreur), pour avoir confié les pleins pouvoirs au Premier ministre Orbán. Lors de la discussion de la loi française sur les mesures d'urgence, de telles prérogatives étaient aussi envisagées : il est heureux que les parlementaires aient su les limiter.

Il serait désastreux que, demain, leur vigilance ne rime plus avec persévérance mais avec déshérence.

Les crises que nous avons traversées ces dernières années (sanitaire actuellement, sécuritaire il y a quatre ans) ont prouvé que nos institutions sont en mesure d'y faire face, mais dans des conditions qui ne sont pas idéales, faute, pour la Constitution, de prévoir un régime spécifique relatif à ces états d'exception et aux mesures que les circonstances imposent. Il serait judicieux d'y songer.

Il en va de notre socle commun, de nos libertés, qu'un régime d'exception ne saurait placer elles-mêmes en état d'urgence.